

LES GRÈVES EN ANGLETERRE: les conservateurs sur la corde raide ...

Après le coup de Suez qui déchaîna l'ire de l'opposition travailliste, les conservateurs vont mettre dans la balance l'existence de leur gouvernement.

Faisant suite à la grève déclenchée depuis deux semaines par les personnels des chantiers navals, les travailleurs de la métallurgie et de l'aéronautique entrent dans le mouvement, portant à près de deux millions le nombre des grévistes.

La grève générale a pu être évitée par le syndicat des cheminots, dont les attaches avec le gouvernement sont notoires. Ce syndicat pourtant très influent a accepté l'offre gouvernementale de 5% d'augmentation, bien en dessous des revendications posées par les autres corporations qui réclament 10%.

Jusqu'à ce jour, les groupes patronaux, suivant la marge limitée par Butler, n'offrent que 5%. Mais encore assortissent-ils cette augmentation de conditions telles que l'augmentation la productivité et l'engagement de ne déclencher aucune grève pendant un an. Il va de soi que les Trade-Unions ont refusé ces offres.

Non pas en raison de principes syndicaux affirmés (on a vu que leurs homologues n'hésitaient pas à hypothéquer leur action, en France par exemple), mais parce que la grève des Britanniques revêt un caractère politique certain.

L'arrêt presque total de la production, paralyse une économie déjà précaire. Paralysie qui risque de mettre bas le gouvernement conservateur. Les travaillistes qui savent - les élections partielles le prouvent - qu'ils n'ont rien à redouter d'une consultation générale, espèrent assurer la relève de McMillan. Ainsi par le prétexte d'un mouvement justifié, les socialistes anglais agissent pour reconquérir les sièges que les dernières élections leur ont fait perdre.

Toutefois, tout n'est pas dit. Il n'est pas impossible que les délégués des travailleurs n'acceptent de transiger à 7,5 %. Eventualité bien faible, si l'on considère l'hostilité de la classe ouvrière au gouvernement de McMillan. Le coup de force de Suez, les défaites multipliées de la diplomatie britannique dans la guerre du pétrole, ont imposé une austérité économique dont les seuls travailleurs font les frais, selon l'usage. Le Labor Party qui n'a jamais cessé de s'élever contre les politiques extérieure et financière des Tories possède de ce fait les chances de son côté.

Saura-t-il en tirer parti? La semaine qui vient doit en décider.

Mais si le prolétariat anglais subordonne ses intérêts propres à la constitution d'un gouvernement travailliste, il se prépare des désillusions.

Qu'il médite l'expérience de Guy Mollet.

Michel PENTHIE